

Discours du Président Al-Assad devant le corps diplomatique syrien [Août 2017]



Mesdames et Messieurs les diplomates et administrateurs du ministère des Affaires étrangères,

Je suis heureux de vous rencontrer en ce jour de l'inauguration de votre congrès, lequel offre une importante occasion de partager les points de vue et expériences, de discuter des politiques futures de l'État et de lui proposer des idées novatrices qui pousseraient ce ministère à remplir ses missions avec encore plus d'efficacité.

Cette rencontre tire son importance du fait de l'accélération de la dynamique des événements dans le monde et dans la région, particulièrement en Syrie, d'autant plus que les moyens traditionnels ou modernes de communication ne peuvent pas remplacer ces réunions directes destinées à la configuration de visions unifiées et à la formulation des positions adoptées. C'est aussi une rencontre particulièrement importante vu la complexité de la situation actuelle en Syrie.

Plusieurs guerres parallèles se déroulent sur le sol syrien

En effet, cette guerre que nous vivons depuis des années a prouvé que plusieurs guerres parallèles se déroulent sur le sol syrien. Des guerres mondiales et régionales menées par des mains syriennes, arabes et étrangères ; ce qui ne signifie absolument pas que c'est par hasard que les belligérants sont venus s'affronter sur cette terre. Tout au long de son histoire, la Syrie fut une cible, celui qui la maîtrise gagnant une importante influence sur la scène mondiale ou l'équilibre international.

Pour ne pas donner dans la vantardise comme certains pourraient le croire, rappelons encore une fois la Bataille de Qadesh vers l'an 1274 av. J.-C. Elle a abouti au premier traité de paix rédigé entre les Pharaons et les Hittites qui se sont rencontrés au sud-ouest de Homs. Dès cette époque, les Pharaons pensaient que la sécurité de leur royaume passait par la domination de cette région. De nombreux autres exemples de cette lutte pour le contrôle de la Syrie s'étendent sur toute la période de l'occupation ottomane et celle qui a suivi le départ de l'occupant français. Et, aujourd'hui, nous sommes partie prenante dans cette lutte.

C'est pourquoi il est très superficiel de dire que cette guerre est la conséquence des positions adoptées par la Syrie, l'Occident ayant décidé de corriger l'État syrien. Bien que ce soit absolument vrai, ce n'est qu'une partie d'une réalité plus large liée au conflit international et aux tentatives de changement, ou de stabilisation, des équilibres internationaux, par le biais du militaire ou du politique et en fonction de leurs conséquences économiques ou géographiques ; autrement dit, par la création de nouveaux États, la disparition d'autres États ou la modification de leurs frontières.

Pour l'Occident, ce conflit est une occasion précieuse de régler ses comptes et de soumettre nombre de pays qui se sont rebellés contre son hégémonie ces dernières décennies. Parmi ces pays : la Syrie, l'Iran, la République populaire démocratique de Corée, la Biélorussie etc. Même la Russie, une superpuissance et non un pays émergent, n'est pas autorisée à se révolter contre l'hégémonie occidentale.

L'Occident politique et le conflit mondial entre deux forces

Quand je parle d'« Occident » c'est dans le sens politique du terme. Je ne nommerai pas les États qui le constituent, nous savons tous qui le dirige, comme nous savons qu'une grande partie de cet « Occident

politique » -dont probablement des États situés en extrême Asie- n'a rien à voir avec la politique, mais marche avec lui. C'est donc de cet Occident que je parlerai dans mon discours d'aujourd'hui.

Cet Occident vit aujourd'hui une lutte existentielle, non pas parce qu'un ennemi chercherait à le démolir -un tel ennemi n'existe absolument pas- mais parce qu'il pense que la période jouissive de son hégémonie depuis le démantèlement de l'Union soviétique est sur le déclin ; un déclin qui s'accélère à chaque fois que des États se rebellent contre son hégémonie ; une hégémonie qu'il pense pouvoir prolonger indéfiniment par la répression des États rebelles.

Et, aujourd'hui, l'Occident vit un état d'hystérie à chaque fois qu'il sent qu'un État se veut partenaire dans la prise d'une décision internationale, dans n'importe quel domaine et n'importe où dans le monde ; ce qui témoigne de son manque de confiance. Mais un manque de confiance qui se traduit par encore plus de recours à la force et, par conséquent, par moins de politique, moins de raison ou pas de raison du tout.

Car pour l'Occident, le partenariat est refusé d'où qu'il vienne. La dépendance est la seule option possible. Dans ce cas, les États-Unis ne sont même pas les partenaires de leurs alliés occidentaux. Ils leur désignent des rôles, précisent les orientations, chacun de leurs pas étant strictement posé dans le sillage de la ligne américaine. Et, en récompense, les États-Unis leur jettent des miettes économiques.

Ajoutez à la scène qu'aux États-Unis, le président n'est pas le faiseur des politiques, mais l'exécuteur ; ce qui paraît encore plus évident aujourd'hui. Les véritables faiseurs des politiques sont les lobbies, les banques, les grandes entreprises de l'armement, du pétrole, du gaz, de la technologie, et d'autres lobbies, lesquels dirigent l'État via des agents élus démocratiquement mais qui gouvernent dans l'intérêt de l'élite dirigeante. Donc, les lobbies, l'État ou le régime, et ici, je parlerai plutôt « du régime des États-Unis » et non d'État -ce dont on nous accuse-, car l'État respecte les valeurs de son peuple, respecte ses obligations, respecte les lois internationales, respecte la souveraineté des nations, respecte les principes de l'humanité, et finalement se respecte ; tandis que le « régime » ne respecte rien de tout cela, mais travaille uniquement pour l'élite dirigeante, qu'elle soit une élite financière ou autre chose.

Par conséquent, « le régime profond » aux États-Unis ne gouverne pas en partenariat avec le président, mais lui laisse une marge ; le président et son administration ne travaillent pas en partenariat avec les Européens, mais leur laissent une marge ; et les Européens réunis ne sont pas partenaires de leurs agents et clients dans notre région et dans le Monde, ils leur laissent juste une marge, tout en n'étant pas eux-mêmes des partenaires pour le reste du Monde.

D'où, actuellement, un conflit entre deux forces. La première travaille pour les intérêts des élites dirigeantes, même si cela l'amène à violer toutes les lois et les normes internationales ainsi que la Charte des Nations Unies, même si cela l'amène à assassiner des millions de personnes n'importe où en ce Monde. La deuxième force lui fait face et travaille à préserver la souveraineté des États, le droit international et la Charte des Nations Unies, voyant en cela son propre intérêt et la stabilité pour le Monde.

Telle est donc la résultante des forces actuelles. Et si nous devions parler de la situation arabe au sein de cette résultante, nous dirions que son poids est nul et qu'elle est inexistante sur la scène politique internationale. C'est pourquoi, je ne vois absolument pas la nécessité d'en parler.

Le projet occidental a échoué, mais la guerre continue

Abstraction faite des forces et des équilibres du moment, et abstraction faite du gagnant et du perdant, ce sont toujours les plus petits pays qui paient le prix dans ce type de conflit. En Syrie, nous avons payé très cher cette guerre, mais la contrepartie est l'échec du projet occidental en Syrie et dans le monde.

En ce qui nous concerne, ce « projet occidental » revêt évidemment plusieurs aspects, mais son essence consistait à ce que les Frères Musulmans gouvernent notre région arabe et le Moyen-Orient. Du fait qu'ils sont des représentants de la religion, ils étaient censés s'en servir comme couverture pour dominer une société et une rue croyantes et les mener dans le sens des intérêts occidentaux ; ce qui a toujours été le rôle de cette confrérie.

Cependant, parler de l'échec du projet occidental ne veut pas dire que nous avons remporté la victoire. En

réalité et sans exagération : ils ont échoué, mais la guerre continue. Où est-ce que cela nous mènera et quand est-ce que nous pourrons parler de victoire ? C'est un autre sujet. C'est pourquoi il nous faut rester précis : ils ont échoué jusqu'ici et nous n'avons toujours pas triomphé, les signes annonciateurs de la victoire étant une chose et la victoire autre chose.

D'aucuns diraient qu'ils ont quand même atteint leur objectif puisqu'ils ont détruit la Syrie. Je dis tout simplement que leur but n'était pas la destruction de la Syrie. Leur but était de la saisir intacte mais subordonnée et soumise, de telle sorte qu'elle était condamnée à se décomposer et à disparaître. Et c'est pourquoi, concernant les pertes et les profits, je répète ce que j'ai déjà dit en 2005 : le prix de la résistance est très inférieur à celui de la capitulation.

À l'époque, ils parlaient de l'arbre qui plie devant la tempête pour se redresser une fois qu'elle est passée. Je leur avais répondu que lorsqu'il s'agit, non d'une tempête, mais d'un bulldozer qui fonce dans la terre pour frapper les racines, plier est inutile. La seule solution est que les racines soient suffisamment solides pour briser le bulldozer.

À notre grand regret, douze années sont passées et certains utilisent toujours ce même langage sans avoir tiré les leçons, bien que la prétendue tempête ne se soit pas déchainée avec la guerre d'Irak, mais avec la guerre Iran-Irak en 1980, suivie de l'entrée au Koweït, puis de l'invasion de l'Irak en 2003, et souffle toujours sur notre région et en Syrie.

Par conséquent, il ne s'agit ni d'une tempête, ni d'un arbre, ni d'un bulldozer. En réalité, il s'agit d'une guillotine dressée au dessus de toutes les têtes en notre région, une guillotine qui a déjà fonctionné et récolté des millions d'âmes. Dans ce cas, plier est donc inutile. Il faut soit retirer les têtes d'en dessous la guillotine, soit la détruire. Il n'y a pas d'autre solution.

Un tel langage répété à la manière des perroquets n'a donc pas sa place ici. Les événements l'ont prouvé. Je donnerai un simple exemple : en 2002, lorsque nous avons pris position contre la guerre d'Irak, ce n'était pas uniquement une position de principe contre son invasion, mais contre ce qui se préparait d'encore plus dangereux du point de vue confessionnalisme et fédéralisme et que nous retrouvons aujourd'hui, en Syrie.

L'arme sectaire

Dès cette époque, nous avons vu que ce qui se passait en Irak n'était pas une simple invasion du pays ou une tempête passagère, mais un plan différent, lequel se poursuit depuis au moins trois décennies pour atteindre bientôt la quatrième. Face aux slogans sectaires et fédéralistes, nous avons compris que nous incliner par « pragmatisme politique » revenait à placer notre tête sous la guillotine. C'est pourquoi, nous nous sommes opposés à cette guerre.

Maintenant, si nous comparions les répercussions actuelles de la guerre d'Irak avec celles qui l'ont immédiatement suivie, nous constaterions qu'elles sont de loin plus dramatiques. Elles prennent de l'ampleur, non l'inverse, parce qu'il s'agit d'un plan. Quand nous comprendrons cette image, nous comprendrons que les tactiques et le pragmatisme superficiel, suggérés par certains, n'ont pas leur place dans notre réalité actuelle.

Je souhaiterais que nous comprenions que ce que nous vivons n'est pas une étape isolée, mais liée à celles qui l'ont précédée depuis plusieurs décennies. Nous avons perdu les meilleurs de nos jeunes et une infrastructure qui nous a coûté beaucoup d'argent et de sueur sur plusieurs générations. Mais en retour, nous avons gagné une société plus saine et plus harmonieuse. C'est la vérité, non de simples paroles dites pour plaire aux uns et aux autres. Cette harmonie est aux fondements de la cohésion nationale quelles que soient les croyances, les idées, les traditions, les coutumes, les conceptions et opinions. L'harmonie n'implique pas leur homogénéité, mais la complémentarité entre les unes et les autres. C'est cette complémentarité qui aboutit à une couleur nationale unique, laquelle fonde l'union nationale fédératrice de tous les enfants d'une même patrie.

Certains pourraient rétorquer : « De quelle union nationale parlons-nous alors que nous entendons toujours un discours sectaire ? ». Je le leur répondrais que c'est là un discours déjà entendu suite aux crimes des Frères Musulmans dans les années quatre-vingts et qu'il n'a pas duré. L'important n'est pas ce qui se dit

mais ce qui réside dans l'âme. En effet, si cette « dimension séparatiste » d'un langage entendu dans différents milieux de notre société résidait dans les âmes, la Syrie serait tombée depuis longtemps et la prétendue guerre civile ressassée par les médias occidentaux serait un fait accompli.

C'est la première année de la guerre qui fut la plus dangereuse car une « dimension sectaire », bien que limitée, était quelque part présente dans les âmes comme le feu sous la cendre. Si elle avait pu se propager parmi les Syriens quelques années de plus après le déclenchement de cette guerre, nous aurions peut-être vécu une réalité encore plus dangereuse.

Par conséquent, la cohésion de la société telle que nous la voyons est notre réalité d'aujourd'hui. La société y tient le rôle essentiel, un rôle cumulé tout au long de l'Histoire. Quant aux vérités et à l'État, ils ont sans doute leur rôle à jouer en fonction des leçons que nous avons tirées de la guerre. Il n'empêche que si la société n'avait pas été anti-confessionnelle, par nature, la Syrie n'aurait pas résisté comme elle l'a fait.

Dans ce contexte, ce qui se passe correspond donc à une situation temporaire, et nous devons distinguer entre les réactions et les convictions. Il y a une réaction confessionnelle, c'est vrai, mais il n'y a pas de conviction en la matière et la différence est grande entre la première et la seconde.

Le meilleur exemple tiré de cette guerre est la réaction consécutive à un projet de Constitution parlant d'une République syrienne et non plus de la République « arabe » syrienne. Or, que de fois l'arabité n'a-t-elle été insultée au cours de cette guerre, parce que certains arabes, et même une grande partie des arabes, ont trahi, alors que d'autres n'ont pas été d'un grand secours. Il a suffi que les médias parlent de la suppression du mot « arabe » pour que ces mêmes arabes en fassent toute une histoire. Ce qui confirme que la plupart du temps nous avons affaire à des réactions et que vous devez, en tant que diplomates et administrateurs du ministère des Affaires étrangères, rester vigilants quant à la terminologie utilisée et ne pas vous laisser tromper par les apparences.

Les tactiques et revirements de l'Occident

Le résultat de cette résistance et du prix que nous avons payé fait que les revirements récents au niveau des déclarations occidentales ne sont pas dus au réveil soudain de leur conscience humaine face à une Syrie qui aurait été injustement maltraitée, ou une quelconque autre raison de ce genre. Ils ont changé leur discours à cause de la résistance de notre peuple, de la résistance de notre État, de la résistance de nos Forces armées, et évidemment à cause du soutien de nos amis. Ils ont changé, non pour des raisons morales que nous n'avons jamais eu à constater avant cette guerre, mais à cause des réalités sur le terrain syrien et dans leurs pays, sur leur propre terrain.

En effet, aujourd'hui, il ne se passe pas une semaine ou un mois sans que survienne un événement résultant directement de leurs décisions stupides et de leur soutien au terrorisme dans cette région. Ce sont ces réalités qui les ont obligés à modifier leurs déclarations, même partiellement avec une certaine gêne et sans conviction. Des vérités qui se sont imposées d'elles-mêmes. Mais, ce changement de positionnement ne signifie pas changement des politiques car, tel le serpent, l'Occident change de peau en fonction de la situation.

Au début, ils disaient soutenir « le mouvement populaire » ; lequel, au mieux, ne comptait pas plus de 200 000 personnes dans un pays qui en compte 24 millions. Lorsque toutes leurs tentatives ont échoué, ils sont ouvertement passés au soutien des milices armées sous couverture du terme politique « opposition » et de l'adjectif « modérée », suggérant qu'ils sont une « opposition politique », ni des extrémistes, ni des terroristes. Cette deuxième tactique ayant échoué à son tour et leur comportement scandaleux découvert par l'opinion publique internationale et leur propre opinion publique, ils sont passés à la tactique de la raison humanitaire toujours en vigueur à ce stade de la guerre.

Le résultat de leur positionnement humanitaire est le silence total tant que les terroristes avancent dans n'importe quelle direction et massacrent des civils, mais dès que l'Armée prend le pas sur les terroristes fusent les cris, les suppliques et les lamentations réclamant une trêve pour prétendument arrêter l'effusion du sang, acheminer les aides humanitaires et d'autres raisons que nous, Syriens, connaissons bien ; le véritable

objectif de toutes ces tactiques étant de permettre aux milices armées de se réorganiser et de se réarmer tout en leur envoyant encore plus de recrues, continuer à les soutenir et leur permettre de poursuivre leurs actions terroristes.

En vérité, toutes ces tactiques n'ont absolument pas réussi à nous berner. Dès le début et à chacune des trois étapes précitées, nous avons frappé le terrorisme et nous continuerons tant qu'il restera un seul terroriste en Syrie. Quant à la guerre médiatique et psychologique ininterrompue depuis des années, elle n'a jamais pu nous détourner de cet objectif de lutte contre le terrorisme, pas plus qu'elle n'a suscité notre peur ou nos doutes.

Les initiatives partant de mauvaises intentions et les traîtres

Cet objectif de lutte contre le terrorisme n'a jamais été un obstacle à l'action politique. Toute action, toute initiative, toute proposition qui ne se fonderait pas sur cet objectif n'a aucune valeur. Par conséquent, la lutte contre le terrorisme est l'objectif et, en même temps, la base de chacune de nos actions. Et tant qu'il en sera ainsi, cette base sera la référence et la boussole qui nous guident. Ce qui signifie que toutes leurs manœuvres n'ont eu aucun effet.

C'est pourquoi, partant de cette base et de cette conviction, nous avons traité avec une grande souplesse les diverses initiatives proposées depuis le premier jour de la crise, bien que nous savions déjà que la plupart portaient de mauvaises intentions.

Le but de ces initiatives était de parvenir à des résultats précis qu'ils n'ont pas pu obtenir par le terrorisme. Et, comme chacun le sait, elles ont abouti à des résultats modestes ou, si nous parlions en langage non diplomatique, inexistants. Pourquoi ? Parce que nos interlocuteurs étaient soit des terroristes, soit des agents, soit les deux à la fois. Ceux-là touchent de l'argent de leurs maîtres et chaque mot qui sort de leur bouche est approuvé par ces derniers, et peut-être même estampillé sur leur langue.

Autrement dit, en pratique nous dialoguions avec des esclaves. Que pouvions-nous espérer d'un tel dialogue ? Que pouvions-nous espérer quand à chaque réunion et à chaque dialogue, direct ou indirect, ils proposaient tout ce qui correspondait aux intérêts des États étrangers, ennemis de la Syrie, et allait contre les intérêts du peuple syrien et contre l'unité territoriale de la patrie ?

Ces groupes à la solde des étrangers – aujourd'hui je parle très franchement, car au bout de presque sept années, il n'y a plus moyen d'user d'un langage diplomatique, même s'il s'agit ici d'une réunion de diplomates. Naturellement, nous, nous connaissons cette vérité. Nous savons que ces personnages et que ces groupes sont des fantômes imaginaires qui n'existent pas et qui ne pèsent pas – ont découvert récemment qu'ils ne pèsent pas grand-chose et qu'ils sont de simples instruments destinés à être utilisés une seule fois avant d'être jetés à la poubelle ; c'est-à-dire, qu'ils sont tel le matériel médical à usage unique, qu'on ouvre, qu'on utilise et qu'on jette, avec la différence essentielle qu'ils ne sont pas stérilisés au départ et contaminés au point de ne pas être recyclables.

Ce qui est charmant est que récemment ils ont commencé à parler des erreurs de la révolution. Au cours de l'année écoulée, des articles et des déclarations ont parlé de cette révolution pure et immaculée, eux-mêmes étant purs et immaculés, mais salis tantôt par la militarisation de la révolution, tantôt parce qu'ils ont ouvert leur espace à des extrémistes, etc.

Je suis en désaccord avec eux sur ce point et je pense que vous êtes d'accord avec moi. Ils ne se sont pas trompés. Ils ont fait leur devoir. Ils ont été chargés de collaborer et ont rempli leur rôle de collaborateurs. Dans ce domaine ils ont presque atteint l'infailibilité en termes de discipline, de dévouement et de loyauté, avec un professionnalisme irréprochable. Mais ils ont fait quelques erreurs : la première lorsqu'ils ont cru que le maître accorde de l'importance à son esclave, je veux parler de leurs maîtres ; la deuxième lorsqu'ils ont cru qu'un peuple maître de lui-même, tel le peuple arabe syrien, accepte de se soumettre à des collaborateurs et des traîtres de leur espèce. Quant à la troisième erreur c'est lorsqu'ils ont dit que la révolution avait échoué.

La vérité est que la révolution n'a pas échoué. Elle a été un modèle de réussite et nous en sommes fiers. Mais je ne parle pas de leur révolution. Je parle de la révolution de l'Armée syrienne face aux terroristes et

de la révolution du peuple syrien face aux collaborateurs et aux traîtres.

Ils ont cru avoir monopolisé le terme « révolution », devenu un titre collé à d'autres titres et dont l'usage était interdit à quiconque : le Professeur révolutionnaire untel, le Docteur révolutionnaire untel, etc. Face à cela, nombre de patriotes syriens ont pris ce terme en aversion, juste parce qu'ils se l'étaient accaparé. Non... le terme révolution fait partie de notre langage, nous en sommes toujours fiers et nous ne l'avons remis à personne. Qu'ils aient été qualifiés de révolutionnaires, ne signifie pas qu'ils le sont et ne change rien à ce qu'ils sont vraiment. Que de personnes portent des noms de Prophètes, paix et bénédiction soient sur eux, sans rien posséder de la foi ? Il en est de même en ce qui les concerne. Qu'on les présente comme révolutionnaires ne signifie pas qu'ils le sont. Nous leurs disons maintenant : les véritables révolutionnaires sont l'élite patriote, l'élite humaine et l'élite morale ; mais vous, humainement, moralement et patriotiquement, vous n'êtes pas plus que des déchets.

Les initiatives d'Astana, Erdogan et les zones de désescalade

Tout comme nous avons répondu avec souplesse aux initiatives en faveur du dialogue, nous avons accueilli positivement celles portant sur la cessation des hostilités, même si nous n'avons aucun doute sur le fait qu'ils profiteraient de ces initiatives pour nous bernier, comme ils l'ont fait à maintes reprises. Mais nos forces armées étaient à l'affût.

D'où la question : si les résultats des réunions sont inexistantes et s'ils ne respectent pas leurs accords, pourquoi perdre notre temps, alors que depuis le début de la crise nous n'avons laissé passer aucune occasion d'arrêter l'effusion du sang des innocents, même quand l'espoir était minime ?

Partant de là, d'une vision nationale claire, et d'une grande confiance en nos amis, en Iran et en Russie, nous avons participé aux réunions d'Astana. Mais qu'en est-il du troisième partenaire : la Turquie ?

En ce qui nous concerne, il est présent sur le papier. Nous ne le considérons pas comme garant ni associé dans le processus de paix et, bien sûr, nous ne lui faisons pas confiance. Il est garant, mais pour les terroristes. La véritable raison de la participation de la Turquie aux congrès d'Astana est qu'Erdogan n'a plus d'autres options devant lui. Les terroristes tombent partout, les défaites se succèdent, les scandales aussi du fait de ses relations avec les terroristes. Par conséquent, entrer dans le processus d'Astana est d'une part une sorte de couverture, et d'autre part lui permet de protéger les terroristes. C'est ce qu'il a fait et, comme vous le savez, le blocage de nombre de sessions a eu lieu.

D'un autre côté, la participation d'une délégation d'Erdogan aux réunions d'Astana lui confère un rôle en Syrie, un rôle qu'il cherche et dont le but est de légitimer la présence des unités turques en Syrie, c'est-à-dire de légitimer l'occupation, alors que notre position était d'emblée très claire : tout individu turc présent sur le sol syrien sans le consentement du gouvernement syrien est un occupant.

Ce qui signifie qu'Erdogan est pratiquement devenu une sorte de mendiant politique sur le bord de la route suppliant pour qu'on lui accorde n'importe quel rôle, parce qu'il sent le déséquilibre qui sévit en Turquie et que le scandale de sa relation avec les terroristes est clairement découvert.

Et, s'il est resté au pouvoir, ce n'est pas pour son ingéniosité comme certains tentent de le présenter, mais parce qu'il a encore un rôle à jouer dans le soutien des terroristes en Syrie. Mais si jamais la situation syrienne se soldait en faveur du terrorisme ou d'autres forces soutenant le terrorisme, il deviendrait inutile. Il est donc resté au pouvoir à cause de son rôle du moment en Syrie : un rôle destructeur.

L'un des résultats d'Astana correspond aux « zones de désescalade ». Elles ont suscité nombre d'interrogations. Correspondent-elles à un fait accompli en direction de la partition ? Bénéficieront-elles aux terroristes ? Seraient-elles équivalentes aux zones sécurisées ?

La vérité est que dans les grandes lignes elles ne sont pas fondamentalement différentes des initiatives précédentes concernant la cessation des hostilités. Les différences sont dans la forme et concernent la géographie, la formulation et, dans une certaine limite, les procédures légèrement différentes par rapport aux initiatives précédentes, mais leur essence est la même : stopper l'effusion du sang, permettre le retour des déplacés, acheminer les aides humanitaires, donner une chance aux terroristes pour qu'ils quittent la chape

terroriste et régler leur situation afin qu'ils reviennent dans le giron de l'État. Tels sont l'aspect général et le but ultime, lequel inclut naturellement la réconciliation nationale, la restauration de l'autorité de l'État, la sortie des terroristes qui déposeraient les armes ; autrement dit, le retour à l'état normal sur tout le territoire.

Concernant le « fait accompli » : il n'y a pas de fait accompli tant que nous n'arrêtons pas le combat. Nous parlons d'une seule arène, d'un même terrorisme quelles que soient ses différentes bases passant d'un groupe à un autre et d'un gang à un autre. Tant que nous continuerons de frapper le terrorisme dans cette même arène, il ne pourra que s'affaiblir partout ailleurs. Nous le frappons en un endroit, il s'affaiblit dans tous les d'autres. Et, tant que les combats se poursuivent, la situation demeure limitée dans le temps, non l'inverse. Cela signifie qu'il n'y a pas de fait accompli et qu'il n'est pas question qu'en tant que gouvernement syrien nous acceptions une proposition de partition sous n'importe quel titre. Ceci au cas où une telle proposition aurait été avancée, ce qui n'est pas le cas.

Quant à la question de savoir si les zones de désescalade bénéficieront aux terroristes, il n'y a pas de souci à se faire à cet égard. Ils ont déjà essayé, mais nos forces armées étaient à l'affût et les ont écrasés plus d'une fois.

Enfin, les « zones sécurisées » signifient que l'aviation de la coalition menée par les États-Unis crée une zone de couverture aérienne des terroristes, permettant leurs déplacements et leur expansion, allant jusqu'à frapper quiconque avance pour les combattre. La situation est différente pour les « zones de désescalade », car le survol de ces zones est interdit pour toutes les parties, mais les terroristes seront frappés au cas où ils se déplacent dans n'importe quelle direction, et s'ils violent l'accord, en tant que gouvernement syrien nous avons le droit d'en faire les cibles de nos opérations militaires.

Et maintenant que va-t-il se passer ? En pratique, nous ne faisons que participer à la formation de comités de dialogue représentant l'État syrien, d'autres comités seront formés par les parties résidant dans ces zones [de désescalade], afin de discuter des points de l'accord cités plus haut, dans le but ultime d'aboutir à la réconciliation nationale ; laquelle ne pourra se concrétiser que par le départ des terroristes et la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire. Rien de moins, car cela signifiera que nous n'avons pas atteint notre objectif.

C'est pourquoi, il est de notre intérêt que cette initiative soit un succès, et nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu'elle réussisse. Mais cela dépend aussi des capacités et de la sincérité des autres parties, qu'elles soient présentes à l'intérieur de ces zones ou à l'extérieur des frontières syriennes, les parties étrangères pouvant influencer négativement ou positivement sur les parties locales.

Ce que retiendra l'Histoire de nous-mêmes, de nos frères et de nos amis

Mesdames et Messieurs, malgré plus de six années d'une guerre féroce menée contre la Syrie par les plus redoutables des organisations terroristes soutenues par les pays les plus puissants et les plus riches du monde, nos Forces armées réalisent quotidiennement un exploit après l'autre malgré l'intensité des combats, écrasant les terroristes, purifiant les régions qu'ils ont souillées, et continuent.

L'héroïsme et les sacrifices consentis par l'Armée syrienne, nos Forces armées et les Forces alliées, sont un modèle dans l'Histoire des guerres et un phare qui guidera les générations futures dans le sens de la dignité nationale, de l'amour de la patrie, et du dévouement à la patrie et au peuple. En effet, ils ont été le véritable levier du processus de réconciliation nationale commencé il y a trois ans et ont motivé tous ceux qui hésitaient à revenir dans le giron de la patrie.

En d'autres termes et sans exagération, les réalisations militaires de nos Forces armées ont fait la guerre et la politique. En cela, elles ont été soutenues par la résistance de tout le peuple syrien, chacun à son poste : l'élève, l'enseignant, le travailleur, le fonctionnaire, le diplomate, le professionnel, etc., sans lesquels la Syrie n'aurait pu résister jusqu'à aujourd'hui.

Quant aux frères et aux amis, ils ont grandement participé à ces réalisations. Les combattants du Hezbollah, lequel se passe de présentation, n'ont pas été moins concernés par le sol syrien que leurs frères dans

l'héroïsme : les combattants des Forces armées syriennes. Nous en parlons avec la même fierté que nous inspire n'importe quel combattant syrien ayant défendu sa patrie. Nous sommes aussi fiers de leurs martyrs, de leurs blessés et de leurs familles héroïques.

L'Iran n'a cessé de se tenir à nos côtés dès le premier jour. Il nous a fourni des armes et des équipements sans limite, nous a envoyé des conseillers et des officiers pour nous aider dans la planification, nous a soutenus économiquement face aux conditions très difficiles que nous avons traversées, s'est associé à tous nos combats politiques devant tous les forums internationaux, et a prouvé objectivement qu'il est maître de ses décisions, fidèle à ses principes, respectueux des pactes conclus.

Quant à la Russie, elle a utilisé son veto à plusieurs reprises dans des conditions sans précédent historique, pour défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie, la Charte des Nations Unies et le droit international. La Chine a fait de même.

Et la Russie n'a pas arrêté de soutenir l'Armée syrienne, lui fournissant tout ce dont elle avait besoin pour s'acquitter de sa mission de lutte contre le terrorisme, puis a envoyé sa force aérienne participant directement à cette lutte jusqu'à offrir des martyrs sur le sol syrien.

Si les exploits sur le terrain militaire ont été réalisés par la détermination de tous ces héros réunis ; le soutien direct, politique, économique et militaire de nos amis, a permis une progression plus rapide, tout en rendant les pertes et les charges de la guerre moins lourdes. Ils sont donc nos partenaires effectifs sur la route de la victoire contre le terrorisme et du rétablissement de la sécurité et de la stabilité en Syrie.

Et si le peuple arabe syrien et ses Forces armées sont en train d'écrire une nouvelle Histoire de la Syrie et de la région, certains chapitres parleront de nos amis, de l'Iran et de l'Imam Khamenei, de la Russie et du Président Poutine, du Hezbollah et de Sayed Hassan Nasrallah. Des chapitres qui parleront de leur fidélité à leurs principes, de leurs qualités morales et de la noblesse de leurs comportements. Des chapitres qui seront lus par les générations futures.

La feuille de route

Quelles sont les orientations futures de la politique syrienne ? Nous commencerons par la règle classique que nous avons adoptée depuis les premiers jours de la guerre, laquelle repose sur deux points. Le premier : continuer à combattre et à écraser les terroristes, partout où il se trouve, en coopération avec les Forces alliées et les amis. Le deuxième : poursuivre la réconciliation nationale, partout où il le faut, car elle a fait preuve de son efficacité et c'est une chance pour arrêter l'hémorragie et reconstruire le pays.

Deuxièmement : Améliorer notre communication extérieure. Le fait est que l'opinion publique internationale, notamment en Occident, a beaucoup changé. Et vous, au ministère des Affaires étrangères, vous êtes les mieux placés pour en suivre les détails. Elle a changé surtout parce qu'elle a découvert, après des années, que le roman n'était pas bien ficelé. Sept ans qu'on lui raconte le même mensonge à propos de l'État qui tue son peuple, du monde qui soutient le peuple contre l'Etat, lequel est resté debout. Un discours voué à l'échec et illogique même pour des enfants. Elle a aussi découvert que ses responsables mentaient et que ses médias traditionnels s'étaient associés aux mensonges de ses fonctionnaires et de son État. Mais si elle a découvert que l'histoire racontée est fausse, cela ne signifie pas nécessairement qu'elle connaît la vraie histoire ; ce qui est de votre ressort et au cœur de votre travail de diplomates. Maintenant que les portes de la vérité ont été ouvertes, nous devons la présenter à l'opinion publique et plus particulièrement en Occident.

Troisièmement : Promouvoir l'économie, d'autant plus que votre congrès coïncide avec la « Foire internationale de Damas », laquelle donne un grand signal dans cette direction. Promouvoir les opportunités économiques déjà disponibles et celles qui pourraient l'être dans un proche avenir. À ce stade, permettez-moi de dire que l'économie syrienne est entrée dans une phase de reprise, lentement mais sûrement, bien que nous soyons en état de siège presque total. Cela aussi fait partie des missions de la diplomatie syrienne.

Quatrièmement : Nous orienter politiquement, économiquement et culturellement vers l'Est. Et c'est un point important, l'Est étant pris en grande partie au sens politique. Sans définir les pays qui le composent, ce qu'en tant que diplomates vous définissez parfaitement, l'Est possède tous les éléments du développement.

Il n'est plus dans le « Second monde » comme par le passé, mais fait partie du « Premier monde » dans tous les sens du terme. En tant que pays en développement, nous n'avons pas besoin du dernier cri en matière de sciences. L'Est possède assurément tout l'essentiel dont nous avons besoin. Il possède les éléments de la science, de l'économie et de la civilisation, nous traite d'égal à égal avec respect, sans diktats, sans orgueil et sans arrogance. Autant de comportements pratiquement absents du côté de l'Occident, lequel ne nous a rien offert même dans les meilleures périodes. Les choses les plus simples, telles les missions scientifiques, nous ont été refusées. Ainsi, quand il pense qu'une spécialisation pourrait avoir un impact significatif sur le développement en Syrie, il refuse nos étudiants. Par conséquent, nous ne devons pas compter sur l'Occident. Je parle d'une expérience de plus de quatre décennies, et notamment depuis la Guerre d'Octobre en 1973.

À propos de la réouverture de certaines ambassades

L'Occident d'aujourd'hui est atteint de paranoïa. S'il parle de Communauté internationale, il parle de lui-même, le reste du monde étant probablement composé de troupeaux de bétails et non de sociétés. S'il coupe ses relations avec nous, il pense nous avoir coupé l'oxygène. Et s'il ferme ses ambassades, il dit que nous sommes isolés même si nous avons conservé nos relations avec des dizaines d'autres pays. Nous sommes donc un pays isolé, mais combien de nos ambassadeurs à l'étranger sont aujourd'hui présents dans cette salle, et combien d'ambassadeurs de l'étranger sont présents en Syrie ? Nous ne sommes pas isolés comme les Occidentaux le croient. C'est leur orgueil qui les amène à penser de cette façon.

Dernièrement, nous avons commencé à entendre parler de la possibilité de réouverture des ambassades de certains pays occidentaux qui se sont comportés en ennemis de la Syrie et qui se sont tenus du côté des terroristes. Certains disent qu'ils ouvriront leurs ambassades en échange de notre coopération en matière de sécurité, ou prétendent que nous n'accepterions la coopération sécuritaire qu'à condition qu'ils ouvrent leurs ambassades ; en dépit du fait qu'il ne nous a pas été demandé si nous accepterions cette réouverture.

Ce discours suggère que nous attendrions ce jour avec impatience, comme si nous étions assis sur le côté de la route attendant le jour de la délivrance où ces ambassades étrangères nous ouvriraient leurs portes ; et sinon toutes, au moins une. Alors, peut-être que nous pourrions nous sentir en notre être, peut-être que nous pourrions ressentir notre légitimité perdue du fait de leur absence, et plus encore, peut-être que nous éprouverions le sentiment d'avoir retrouvé notre honneur et notre dignité nationale. C'est ainsi qu'ils pensent.

La vérité est que nous n'avons jamais évoqué ce sujet de cette façon. Nous n'avons jamais dit que nous acceptons une coopération en matière de sécurité en échange de l'ouverture des ambassades. Nous disions qu'aucune relation n'était possible, y compris en matière de sécurité, qu'en cas de « couverture politique », laquelle suppose une relation politique saine, rendue impossible tant que les pays en question soutiennent le terrorisme.

C'est pourquoi nous serons clairs : il n'y aura ni coopération sécuritaire, ni ouverture des ambassades, ni même de rôle pour certains pays ayant récemment commencé à dire qu'ils voudraient participer à la résolution du problème en Syrie, tant qu'ils n'auront pas coupé leurs relations avec le terrorisme et les terroristes, de manière claire, explicite et sans ambiguïté. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de parler de l'ouverture des ambassades.

Le système politique occidental incapable de produire des hommes d'État

Cette stupidité occidentale n'est pas nouvelle. J'ai toujours en mémoire le sujet des désertions que je n'ai jamais évoqué dans mes discours et lequel a juste fait l'objet d'une question à laquelle j'ai répondu. Ce sujet étant désormais tombé dans l'oubli, il n'est pas inutile de le rappeler, d'autant plus que nous avons dit qu'il n'était pas d'une grande importance, alors qu'il l'est. En effet, imaginez si pendant toutes ces années une cinquième colonne d'une centaine – certains diront de milliers, peu importe – de fonctionnaires, à la solde de l'étranger, était dissimulée dans les différents services administratifs de l'État. Où en serions-nous aujourd'hui ? Comment aurions-nous pu les déceler ? Et comment aurions-nous pu leur dire : vous êtes des non-patriotes indignes de confiance, sortez des services de cet État pour que nous puissions travailler correctement ? Nous ne pouvions pas, mais les fonctionnaires de l'Occident l'ont fait. Ils ne les ont pas simplement sortis des services de l'État, mais de toute la patrie. Autrement dit, ils ont fait une opération de nettoyage, sans précédent, que nous n'aurions pas pu faire. Comme quoi, quels que soient les points de

divergence entre les pays, il y a toujours des points de convergence. La preuve, nous pouvons dire aujourd'hui que l'Occident soutenait ces désertions tout autant que nous !

D'un autre côté, l'Occident a pensé punir la Russie, mais a perdu plus qu'elle n'a perdu. Au final, cette grande puissance a immédiatement compensé ses pertes par ses relations avec d'autres pays et l'augmentation de sa production locale grâce à son économie diversifiée, à son vaste territoire et à la grande variété de ses ressources naturelles. C'est donc la Russie qui a gagné.

C'est ainsi que depuis au moins une vingtaine d'années, l'Occident n'a cessé de témoigner de sa stupidité, conséquence de l'arrogance qui l'a frappé. Il dispose d'énormes ressources et d'excellentes capacités dans tous les domaines, mais son manque de sagesse fait qu'il n'en tire pas profit. C'est pourquoi il passe d'une erreur à l'autre, d'un problème à l'autre, d'une impasse à l'autre, et se couvre avec des mensonges.

Il semble que le système politique occidental ne soit plus capable de produire des hommes d'État. Quant à la société occidentale, il est certain qu'elle est riche, en avance dans tous les aspects de la vie et capable de produire encore. C'est un fait que nous ne nions pas. C'est le système politique qui n'autorise qu'à ceux qui servent les élites politiques, financières ou autres, d'accéder aux commandes. D'où les résultats que nous constatons aujourd'hui.

Les bases de la politique syrienne

Quelles sont les bases sur lesquelles repose la politique syrienne et particulièrement à cette étape, l'étape de la guerre ?

Premièrement : Tout ce qui concerne le destin et l'avenir de la Syrie dépend à 100% des Syriens, et nos amis adoptent clairement ce discours. Nous acceptons les conseils d'où qu'ils viennent, mais la décision finale ne peut-être que syrienne.

Deuxièmement : L'unité territoriale de la Syrie fait partie des évidences qui n'admettent aucune discussion.

Troisièmement : L'identité nationale syrienne est incontestable, mais l'essence de cette identité est l'arabité dans son sens civilisationnel fédérateur de tous les enfants de la patrie et de toutes les franges de la société.

Quatrièmement : Nous ne permettrons pas aux ennemis, aux adversaires ou aux terroristes d'obtenir, par le biais de la politique, ce qu'ils n'ont pu accomplir sur le terrain par le biais du terrorisme.

Le dernier point : La guerre ne modifiera en rien nos principes. La cause palestinienne est toujours essentielle à nos yeux, Israël est toujours l'ennemi qui occupe nos territoires et nous soutenons toujours toute résistance dans la région à partir du moment où elle est vraie et non falsifiée, comme c'est le cas de certaines résistances.

Mesdames et Messieurs,

Dans cette guerre que nous menons sur plusieurs fronts et dans plusieurs domaines afin de défaire le projet terroriste et de rétablir la paix et la sécurité, nous devons réaliser que sa prolongation est, d'un certain côté, liée à la crainte de nos ennemis et adversaires de voir la Syrie se relever beaucoup plus forte qu'elle ne l'était.

C'est pourquoi nous devons dès à présent travailler sérieusement à la construction de la Syrie de l'avenir sur des bases solides : une Syrie libre, forte, indépendante, où le terrorisme, l'extrémisme, les traîtres et les agents de l'étranger n'ont pas de places.

Et, c'est pourquoi nous devons réaliser que ce travail accompli sera le gage de notre fidélité aux valeurs, aux traditions et aux intérêts de la Syrie et des Syriens.

Je vous souhaite tout le succès dans vos missions et pour votre congrès.

Que la paix soit sur vous.

Dr Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

20/08/2017